Déclaration liminaire de la FSU

CDEN du 9 avril 2020

Monsieur le préfet de la Dordogne,

Monsieur le président du Conseil Départemental

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

La crise sanitaire que nous traversons est d'une gravité extrême. Elle vient mettre en lumière, s'il en était besoin, toutes les dérives des politiques néo-libérales mises en place depuis des décennies, et les conséquences de trente années d'affaiblissement programmé des services publics et de l'État. Elle montre au grand jour les insuffisances du système hospitalier français, sous-doté, à force de coupes budgétaires, dénoncées depuis des années, et qui éclatent aujourd'hui à la face d'un gouvernement qui ne voulait pas voir mettant en danger et les personnels et les malades. Le président Macron feint de voir son importance dans de grands discours lyriques. Mais La communication gouvernementale reste de la communication, cacophonique, et multipliant les contradictions, la question du port des masques n'en est qu'une des nombreuses illustrations. Dans une telle période, les actes valent bien plus des mots. Or si nous avons des mots… des actes, nous en manquons cruellement.

L'absence de moyens les plus élémentaires pour protéger les travailleurs est révoltante ! Les personnels attendent toujours des masques, ou du gel nettoyant, plus de trois semaines après le début du confinement.

Pourtant cela n'a pas empêché un grand élan de solidarité des personnels de l'Éducation ou des personnels des mairies envers les personnels soignants. Leurs enfants ont été pris en charge partout où cela a été nécessaire, malgré la faiblesse(ou l'absence) des moyens de protection. Dans de telles circonstances nous déplorons la déficience et l'inconscience de notre employeur, envoyant ses personnels garder des enfants, avec les seuls gestes barrières pour unique consigne.

Alors qu'aucune condition n'est réunie pour respecter les textes réglementaires concernant le télétravail (prise en charge des coûts induits, organisation du travail, volontariat des agents, etc.), les collègues font le maximum avec beaucoup d'engagement pour maintenir une activité scolaire à distance avec les élèves maintenant confinés. Mais nous savons que l'enseignement à distance ne peut remplacer le présentiel et que la discontinuité pédagogique imposée par la crise sanitaire, après avoir révélé la fracture numérique existant dans le pays, risque d'aggraver les inégalités scolaires.

Dans ce contexte, les interventions incessantes du ministre de l'Éducation nationale dans les médias doivent s'arrêter. Les collègues n'ont pas attendu les injonctions du ministre pour maintenir le contact avec leurs élèves. Bien au contraire. Laisser penser le contraire par ces sorties médiatiques est en tout point scandaleux. Les collègues ont besoin d'être

rassurés, confortés dans leurs missions, nombre d'entre eux se surmènent par volonté de bien faire. Il faut donc leur faire confiance et ne pas les culpabiliser. D'autre part, encourager publiquement les ruptures de confinement pour se déplacer et récupérer des photocopies est irresponsable de la part du ministre qui expose, les familles, les personnels administratifs et de vie scolaire ainsi que les chefs d'établissement et les directrices et directeurs d'école.

Notre organisation le rappelle avec force, aucune injonction ne doit entrer en contradiction avec la priorité absolue à la sécurité sanitaire. En temps et heure, il faudra en tirer toutes les conséquences.

En revanche, des clarifications sur la manière dont la fin d'année est envisagée sont nécessaires. Si personne à ce jour ne peut connaître l'évolution exacte de la situation, il faut maintenir les échanges pour préparer la sortie de crise. C'est pourquoi notre organisation syndicale a accepté de participer à ce CDEN, car il nous faut préparer l'après.

La logique des économies budgétaires et des suppressions de postes a conduit à ce que les hôpitaux ne puissent faire face à l'afflux de malades. Continuer à appliquer ce principe à l'Ecole et à l'ensemble des services publics n'est plus possible ! Il est difficile, pour ne pas dire impossible, d'avoir aujourd'hui une lisibilité précise de l'étendue des conséquences délétères du confinement et de la fermeture des établissements scolaires. Nous pouvons d'ores et déjà constater que le confinement, n'est évidemment pas sans grave conséquence sur la scolarité des élèves et sur leur état psychologique notamment pour les plus fragiles.

On l'a dit, les enseignant.es (et les parents !) s'engagent pleinement pour assurer, dans la plus grande improvisation et sans le soutien adéquat de leur institution, un lien avec les familles et une relation pédagogique minimale avec les élèves. Malgré cela, les inégalités sociales dont celle de la fracture numérique, sont en train de renforcer les inégalités scolaires contre lesquelles les enseignant-e-s se battent d'ordinaire au quotidien.

C'est pourquoi, les conditions de la reprise scolaire, en cette fin d'année, mais aussi les conditions de scolarité et donc de travail des enseignant-e-s des écoles, collèges et lycées tout au long de l'année prochaine, seront absolument déterminantes pour lutter contre les inégalités qui se seront inéluctablement creusées. Dans notre département en grande majorité rural et isolé, cela doit être une priorité non négociable. Notre organisation syndicale réclame donc, encore et toujours, un moratoire sur la suppression des postes, dans le premier degré et dans le second degré.

La situation sanitaire ne saurait faire taire nos revendications, bien au contraire car la crise sanitaire met en évidence la nécessité d'un service public fort.

Hélas, nous craignons fortement, avec ce pouvoir politique, que les jours d'après ressemblent à ceux d'avant ! Ceci n'aurait comme effet que de reproduire les mêmes catastrophes. Nous n'étions pas prêts car nous ne pouvions pas l'être, car rien n'avait été prévu pour que nous le soyons. Si nous n'en tirons pas la leçon et continuons dans la même voie, nous pouvons être certains que les crises futures produiront encore des drames. Demain se prépare dès aujourd'hui.

Nous ne sommes ni des agitateurs, ni des violents, juste des représentants responsables, encore, toujours, et plus que jamais vigilants et fiers des valeurs de justice et de progrès social, et de solidarité que nous portons au nom des personnels que nous représentons ici.

Les représentants de la FSU